MARDI 23 AVRIL : VOTE DE L'AVIS :
« LA GESTION ET L'USAGE DE L'EAU EN AGRICULTURE »

La relation eau/agriculture revêt aujourd'hui une acuité majeure pour garantir la durabilité d'un secteur d'activité essentiel pour notre pays et ses territoires.

Dans son avis « La gestion et l'usage de l'eau en agriculture », le CESE propose des solutions pour relever les défis auxquels doit faire face notre agriculture : assurer une meilleure autonomie alimentaire ; concilier les différents usages, notamment sanitaires, de la ressource ; parvenir à une bonne qualité des eaux souterraines et de surface ; préserver les milieux naturels ; s'adapter au changement climatique.

Cet avis de la section de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation présidée par Joseph Giroud (groupe de l'agriculture), est rapporté par Florence Denier-Pasquier (groupe environnement et nature). Il a été voté avec 103 voix pour, 46 abstentions, et 24 contre.

Pour le CESE, la question n'est pas d'établir de quelconques responsabilités quant aux problèmes constatés, mais de rechercher des solutions efficaces à moyen et long termes pour relever les défis actuels et à venir. En ce sens, 6 grands axes de recommandations sont déclinés.

Protéger les captages d'eau potable : un levier pour la reconquête de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau, capital naturel à préserver, est un enjeu majeur de santé publique, particulièrement sensible pour les captages d'eau potable. *« Leur protection doit être abordée comme un véritable enjeu d'aménagement et de développement du territoire et les aires d'alimentation des captages doivent bénéficier de politiques de prévention ambitieuse »* souligne Florence Denier-Pasquier, rapporteure de l'avis du CESE. Elle préconise une action prioritaire sur les secteurs les plus sensibles en favorisant notamment financièrement, l'agriculture biologique, l'agroforesterie, la forêt … systèmes contribuant à produire une eau potable de qualité.

Lutter contre les pollutions diffuses de l'eau et faire le lien entre les systèmes de production et les services écologiques

Il doit être permis à chaque exploitation de déterminer sa stratégie agro-écologique pour s'orienter vers des pratiques et des choix de production moins polluants. Pour inciter à cette nécessaire transition et la financer, l'avis du CESE propose de compléter le dispositif actuel des agences de l'eau de lutte contre les pollutions diffuses par une redevance progressive sur les engrais azotés minéraux et de renforcer celle sur les produits phytosanitaires. *« L'idée est de créer un cercle vertueux en redistribuant le produit de ces redevances aux agriculteurs engagés dans cette démarche »* indique Florence Denier-Pasquier.

Faire face aux aléas météorologiques et favoriser les adaptations au changement climatique

Au delà des aléas météorologiques auxquels sont confrontés au quotidien les agriculteurs, les études convergent pour souligner l'ampleur des conséquences du changement climatique sur les ressources en eau. L'adaptation des modes de production agricole commence dès maintenant, plus

particulièrement en Outre-mer, pour anticiper aujourd'hui des actions qui sinon devront être prises dans l'urgence demain.

Optimiser l'eau et la partager équitablement en privilégiant une irrigation efficiente

Concentrée sur une courte période de l'année, l'irrigation, qui concerne moins de 6 % de la surface agricole utile nationale, est très hétérogène selon les productions et les territoires. Elle doit s'inscrire, selon la rapporteure, « *dans une répartition équilibrée entre les différents usages de l'eau avec une méthode progressivement généralisée sur tous les territoires* ». La création éventuelle de nouveaux stockages doit être en priorité destinée à une irrigation stratégique : pratiques agro-écologiques, productions alimentaires et/ou à fort taux d'emplois.

Améliorer les connaissances et intensifier les actions de recherche

La recherche doit mieux prendre en compte les interactions complexes entre les eaux de surface et souterraines, le fonctionnement des milieux aquatiques, les sols et l'agriculture grâce à une approche globale et transversale. **«** *Il faut donc renforcer les liens entre l'agronomie, la pédologie, l'hydrogéologie, l'hydrologie et l'écologie».* Disposer de données qualitatives et quantitatives suffisantes, en assurer un suivi cohérent et rendre l'information accessible et appropriable est indispensable pour que chacun prenne conscience des enjeux d'une gestion durable de l'eau.

Mettre en œuvre une gouvernance plus cohérente

L'avis souligne l'importance d'une gouvernance plus cohérente entre l'action locale, les financements publics des agences de l'eau et un pilotage public national plus affirmé, notamment sur les moyens et l'efficacité de la police de l'eau.

Pour conclure, Florence Denier-Pasquier rappelle les grands enjeux du débat : *« le bon fonctionnement des milieux aquatiques, la qualité et la quantité d'eau sont intimement liés. Leur articulation avec les productions agricoles portent des enjeux à la fois socio-économiques, environnementaux et sanitaires. Pour les traiter simultanément et accompagner la transition nécessaire, seule une démarche de prévention cohérente et concertée allant des parcelles agricoles aux grands bassins versants, peut permettre de nourrir les dynamiques déjà en œuvre et de répondre plus efficacement aux défis communs de l'eau et de l'agriculture. »*

Contact presse :
Sylvaine COULEUR
06.99.37.63.48
sylvaine.couleur@clai2.com

Kaéna HALOUA
01.44.69.54.14
07.77.26.24.59
Kaena.haloua@clai2.com